REVUE HISTORIQUE DES ARMÉES

Revue historique des armées

272 | 2013
Aux armes citoyennes

Deux femmes œuvrant dans la Grande Guerre : Louise de Bettignies et la reine Élisabeth

Two women working in the Great War : Louise de Bettignies and Queen Elisabeth

Chantal Antier

Traducteur : Robert A. Dougthy

OpenEdition Journals

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/rha/7782
ISSN : 1965-0779

Éditeur
Service historique de la Défense

Édition imprimée
Pagination : 51-60
ISSN : 0035-3299

Référence électronique
Chantal Antier, « Deux femmes œuvrant dans la Grande Guerre : Louise de Bettignies et la reine Élisabeth », *Revue historique des armées* [En ligne], 272 | 2013, mis en ligne le 22 novembre 2013, consulté le 19 avril 2019. URL : http://journals.openedition.org/rha/7782

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Revue historique des armées

Deux femmes œuvrant dans la Grande Guerre : Louise de Bettignies et la reine Élisabeth

Two women working in the Great War : Louise de Bettignies and Queen Elisabeth

Chantal Antier

Traduction : Robert A. Dougthy

1 Les femmes de 14-18 ne ressemblent en rien à celle de la guerre de 1870, au cours de laquelle seules les cantinières et les infirmières, grâce la Croix-Rouge créée par Henri Dunant, étaient autorisées à « approcher » les soldats. Cette fin du XIX^e^ siècle marque un début d'émancipation des femmes : certaines conduisent des voitures, sont journalistes, présidentes d'associations diverses, tandis que d'autres travaillent déjà dans les usines et aux champs. La vie politique commence également à en intéresser un certain nombre : la perte de l'Alsace-Lorraine, la loi de 1905 s'attaquant aux biens de l'Église ont marqué une génération. Dans le nord de la France, à la suite de cette loi, les femmes sont appelées à faire partie de ligues politiques, à soutenir des candidats « bien-pensants » aux élections, à distribuer des tracts. Ce militantisme féminin, soutenu par l'Église et dont la tête est à Paris, s'étend dans plusieurs régions de France[1] ; la plupart de ces militantes appartiennent à la grande bourgeoisie ou à l'aristocratie mais la distribution de tracts dans les paroisses ou dans les boîtes aux lettres touche un nombre important de familles de tout milieu.

2 Cette formation civique qu'ont suivie des femmes et des jeunes filles, trouve tout naturellement sa place dès le début de la guerre de 1914, dans une résistance à l'occupation allemande en Belgique et au nord de la France. Les Belges et leur Roi n'ont jamais accepté le sort de leur pays et dès 1915, des tractations sont engagées par le roi Albert I^er^ pour préparer éventuellement des négociations, malgré l'engagement entre pays alliés de ne pas conclure de paix séparée. La reine Élisabeth, au centre d'une parenté européenne et d'un réseau de relations internationales, joue un rôle important auprès de

son mari. Elle s'entoure de femmes, la plupart de sa famille, pour faire transmettre des messages aux Allemands ou aux Alliés.

Une résistante dans le nord de la France

3 Dès la fin de 1914, des hommes et des femmes de Belgique et du nord de la France se regroupent pour tenter de résister à l'ennemi. Les services secrets deviennent opérationnels dans les pays alliés et cherchent des agents et des espionnes dans les régions occupées qui puissent fournir des renseignements sur la stratégie ennemie. Louise de Bettignies est une de ces femmes qui accepte avec élan et patriotisme des missions dangereuses dans un nord et une Belgique envahis. Formée à l'amour de la France par son milieu familial et amical qui a subi les malheurs de la guerre de 1870, elle milite d'abord dans la Ligue catholique patriotique à Lille où elle vit. La mort de son père en 1903 l'obligeant à gagner sa vie, elle trouve des places de préceptrice dans de grandes familles milanaises et autrichiennes. Parlant plusieurs langues dont l'anglais, l'italien et l'allemand, capable de s'intéresser à la situation des pays d'Europe centrale et aux conflits qui les traversent, elle revient définitivement en France à la veille de la guerre dotée d'un patriotisme encore plus affirmé[2].

4 La prise de sa ville de Lille par les Allemands en octobre 1914, pousse Louise à jouer un rôle dans la résistance à l'ennemi, aux côtés de sa sœur, en portant des vivres aux soldats français se battant pied à pied sous les murs de Lille, puis en soignant les blessés rescapés, Français et Allemands. Mais l'exode de la population du nord s'est intensifié en direction de Dunkerque comme le maréchal Foch, témoin de cette tragédie, le rapporte dans ses Mémoires[3]. Dès août 1914, 30 000 réfugiés belges et 200 000 soldats ont rejoint la France. Les civils qui n'ont pu partir ou n'ont pas été évacués de force par les Allemands se trouvent encerclés par l'occupant et coupés de la France de l'intérieur comme de la Belgique et des pays frontaliers.

5 Une deuxième action l'engage d'une façon aussi périlleuse. Consciente qu'elle ne pourra plus communiquer avec les siens partis comme beaucoup en exode, Louise décide d'aller les retrouver à Saint-Omer. Mais le voyage ne s'annonce pas facile et Louise accepte de remplacer un membre de l'association La poste aux familles, qui tente de maintenir le lien entre réfugiés civils et parents restés dans le nord en transmettant les courriers. Les messages sont confiés à des femmes qui les dissimulent sous leurs vêtements au moment de traverser les frontières et sont moins surveillées que les hommes à condition de s'engager à ne pas revenir. Le travail de cette association complète Le mot du soldat créé par le roi des Belges à Gand et à Bar-le-Duc, du côté hollandais neutre de la ville. Les messages pour les soldats qui se battent en dehors de leur pays aux côtés des Alliés sont envoyés au consulat de Belgique à Flessingue aux Pays-Bas, et par paquets de cent, sont distribués à des passeurs et des marins qui par mer et par les canaux, les apportent aux soldats belges de l'extérieur et aux familles[4].

6 Louise se porte volontaire pour emporter avec elle, plus de 300 messages écrits sur papier japon, cousus sous la doublure de sa robe. Elle devra les retranscrire et les envoyer de France aux réfugiés. Son voyage s'effectue non sans peine dans un pays en pleine occupation : il lui faut, depuis Lille, traverser toute la Belgique avec un faux laissez-passer au nom d'Alice Dubois. Arrivée aux Pays-Bas à Flessingue, elle doit trouver une place dans un bateau partant pour l'Angleterre avec son lot de réfugiés, de commerçants, de soldats échappés de l'enfer belge. Folkestone est un arrêt obligatoire de contrôle des services

secrets britanniques avec des interrogatoires nombreux : si les Anglais craignent l'arrivée d'espions sur leur territoire, ils espèrent aussi obtenir des renseignements sur les troupes allemandes. L'arrivée de Louise, seule, désireuse de poursuivre son voyage vers sa famille en France, leur paraît suspecte d'autant plus qu'elle semble avoir fait des observations très précises sur l'occupation ennemie.

De la résistance à l'espionnage

7 Louise étant capable de s'exprimer en français comme en anglais, les services de renseignement pensent qu'ils ont peut-être mis la main sur une Française sortant du lot des réfugiées habituelles. Avant d'être autorisée à repartir en France, Louise doit subir de nombreux interrogatoires et être testée sur la véracité des renseignements qu'elle apporte. Finalement, convaincus d'avoir affaire à une femme très cultivée, très observatrice et patriote, les services lui proposent de s'engager comme espionne dans le nord de la France au profit du *War Office*. Louise refuse cette proposition : le mot espionnage la choque autant que l'idée de servir les services secrets britanniques, puisqu'elle est française.

8 Pourquoi des femmes dans les services secrets alliés ? Beaucoup de ceux-ci ont été vidés d'une partie de leur personnel : la mobilisation a rappelé tous les hommes de moins de cinquante ans sous les drapeaux, les étrangers ont été renvoyés dans leurs pays d'origine ou mis sous surveillance, les frontières sont fermées et surveillées rendant l'accès aux secrets diplomatiques et militaires de plus en plus en difficile par la voie habituelle. Il faut donc recourir à d'autres méthodes et à un personnel féminin qui n'inspire pas la défiance. Un exemple est le rôle d'espionne des femmes de chambre fouillant les corbeilles à papier des ambassades à la recherche d'indices en 1870. Plus tard, la guerre des Boers en 1902 offre à l'état-major britannique l'occasion d'utiliser des renseignements fournis par les infirmières recrutées en Grande-Bretagne pour soigner les blessés ennemis. Cela fera date.

9 Louise se rend enfin à Saint-Omer, quartier général du maréchal French, commandant des forces armées britanniques dès la bataille de la Marne. Il rencontre régulièrement le général Foch ainsi que le général de Castelnau à la tête des services secrets pour l'état-major français, à Saint Omer. La fin des dernières batailles en Belgique fait prendre conscience aux Alliés qu'une autre guerre parallèle et sans armes se prépare : la guerre du renseignement. La présence du roi et de la reine de Belgique restés à La Panne pour aider leur pays et maintenir la résistance, favorise cette approche des Alliés. La Belgique devient ainsi une plaque tournante stratégique à surveiller. De nombreuses troupes allemandes y sont cantonnées, se préparent au combat ou en reviennent, des hôpitaux leurs sont réservés, des trains circulent jour et nuit chargés de soldats et de munitions, plus tard des aéroports sont installés. Toutes ces cibles sont de première importance pour les avions anglais et un réseau de surveillance devient rapidement indispensable aux Alliés. Peu à peu, la Belgique est maillée de réseaux d'espionnage de plus en plus organisés et efficaces au fil des ans, malgré de nombreuses arrestations. Les états-majors alliés et les services secrets trouvent en Belgique et dans le nord de la France l'aide d'une grande partie de la population. Dans son homélie de Noël 1914, le cardinal Mercier, fervent patriote, encourage officiellement les très nombreux religieux et prêtres belges à ne pas se laisser asservir mais à aider leurs paroissiens à résister. Il sait que les Allemands

n'oseront pas l'arrêter de crainte que ses fidèles n'en fassent un martyr et un saint, déchaînant une véritable révolte.

Entrer dans les services secrets

10 C'est dans ce contexte de réorganisation des services secrets que Louise arrive enfin à Saint-Omer et dépose, à la surprise du receveur des postes, son volumineux courrier après avoir recopié les messages. Le fonctionnaire prévient la police et les services secrets français et un commandant des services du général de Castelnau est envoyé chez Julienne, la sœur de Louise, pour interroger cette jeune voyageuse[5]. Mis au courant des propositions britanniques et de la décision de Louise de ne servir que la France, il lui offre de travailler avec ses services. Mais en se renseignant sur la manière de travailler du 2e bureau, elle apprend son manque d'organisation, le peu de femmes engagées dans cette aventure, l'absence de formation et de protection des agents dont le travail n'est pas cloisonné. Quand le sujet des finances est abordé, Louise apprend en outre qu'elle devra travailler sans avance de fonds mais qu'elle recevra seulement un remboursement de ses frais de déplacement sur factures. Sa situation financière ne lui permet pas de travailler dans de telles conditions. Malgré son patriotisme, Louise hésite à prendre une décision qui cette fois engage toute sa vie et celle de sa famille. Deux facteurs l'aident à se décider : la rencontre avec le major Kirke, directeur de l'*Intelligence Service* du grand Quartier Général britannique et le soutien de son confesseur, le père Boulangé, blessé de la guerre de 1870 qui, connaissant bien son esprit d'aventure et son patriotisme, l'encourage à se lancer dans l'aventure. Le major Kirke, avant de la rencontrer, charge le major Cameron d'une enquête sur Louise et sur les personnes influentes qu'elle a pu fréquenter à Lille.

11 Cette enquête sérieuse des services secrets britannique, la promesse d'une somme remise à l'avance pour elle et ses agents et d'une formation en Angleterre rassurent Louise. Elle apprend également que les services secrets français, britanniques et belges, depuis l'entrevue de Furnes le 22 novembre 1914 ont décidé d'organiser un bureau commun à Folkestone[6].

12 Conforté par les rapports établis sur les relations de Louise à Lille, et celui du commandant Breguet du 2e bureau du général de Castelnau, le major Kirke accepte une prise de contact. La décision est prise le 15 février 1915 à Boulogne par le major Kirke avec l'accord de Louise et l'assentiment du général Joffre à Chantilly :

> Vu Melle Bessignies en soirée le 15 février (1915)
> Mme Surmont 6 rue du Puits d'Amour Boulogne
> Breguet (1, 2e bureau, armée de Castelnau, l'a cependant déjà vue
> et nous arrangeons RS seulement s'il ne la souhaitait pas
> Elle devrait aller avec l'IS de Cameron à Folkestone[7].

13 Résistante sans doute mais espionne, c'est une autre aventure pour une jeune fille droite, sincère et qui avait un temps manifesté le désir d'entrer au Carmel. Sa haine de l'occupant la décide, malgré le peu d'informations qu'elle a pu obtenir sur sa mission. Il est étonnant de constater combien le patriotisme et le désir de servir peuvent pousser des femmes à travailler dans ce contexte imprécis. Sont-elles considérées comme des combattantes ou comme appartenant à un personnel « para-militaire » ? Leur utilité varie selon le déroulement des combats. Elles travaillent dans le secret, généralement seules, sur ordre, sans armes, sans protection, sans recours en cas d'arrestation et leur rétribution est parfois aléatoire.

14 Pendant toute la guerre, les femmes engagées par le *War Office* demanderont un statut militaire. Malgré les promesses faites, jamais ce titre ne leur sera reconnu, pourtant des femmes de plus en plus nombreuses en Angleterre et surtout en Belgique coopéreront ou deviendront chefs de réseaux, en l'absence des hommes au combat ou emprisonnés par les Allemands.

Louise de Bettignies chef du réseau *Ramble*

15 Louise ne sera pas une espionne comme tant d'autres. Le *Foreign Office* ayant évalué sa riche personnalité et la solidité de son jugement, il lui confie la charge du réseau *Ramble*. Malgré les craintes de sa mère, Louise refait seule le voyage pour la France, s'arrête à Folkestone pour suivre, là puis à Londres, une rapide formation d'espionnage au cours de laquelle elle se familiarise avec les rudiments de ce « métier » : codes secrets, encres invisibles, utilisation des pigeons voyageurs, fabrication de différents passeports, types de missions à confier aux observateurs. Le réseau *Ramble* (de *to ramble*, rôder ou se balader en français) comprend environ quarante membres au début de 1915. Au printemps, son effectif a doublé et est constitué de Français, Flamands et Wallons, ne se connaissant pas entre eux. Tous ignorent le vrai nom de leur chef, connu seulement sous le nom d'Alice Dubois ou de Pauline. Des industriels dont les usines ont été volées ou détruites par les Allemands, des chimistes, des prêtres, des institutrices ou des professeurs forment un premier groupe autour de Louise et sont pour la plupart des Belges. Ces gens dévoués agissent nuit et jour pour se renseigner sur les mouvements des troupes ennemies, leur nombre, les types de régiments, depuis leur propre maison placée près d'une voie ferrée, d'une route ou d'une voie fluviale. Ils donnent également les résultats des bombardements alliés. Peu connaissent leur chefs mais seulement une « boîte aux lettres » où ils déposent régulièrement leurs observations écrites sur des fiches remplies selon des critères très précis.

16 Marie-Thérèse Lhermitte, nom de code *Mme Lehaut*, espionne au service du réseau *Ramble*, a donné un témoignage de sa mission dès la fin de la guerre pour une enquête sur les réseaux d'espionnage en Belgique[8]. Elle rappelle ses surveillances de trains au bout de son jardin à Haubourdin et des fiches rédigées sur papier japon avant d'être transmises à Louise ou à un de ses collaborateurs, sur un rythme de trois fois par semaine. Bien que retraitée, elle s'était fait réinscrire officiellement par son ancienne école comme enseignante afin d'obtenir des laissez-passer lui permettant de se rendre régulièrement à Lille. Un jour, elle compte 52 trains remplis de soldats allemands et se rend à Lille toute affaire cessante, pour prévenir rapidement Louise. Elle dira de sa fonction : « J'étais une résistante, pas une espionne »[9].

17 Louise réalise qu'elle ne peut assumer seule ses responsabilités de chef, de transfert des messages au Pays-Bas, de réunions à Londres au plus haut niveau. Rapidement, elle trouve une compagne, Léonie Vanhoutte, présentée par des résistants, anciens patrons d'usine textile. Elle a fait passer la frontière, comme infirmière, à de nombreux soldats alliés et à de jeunes Belges désireux de se battre. Elle devient Charlotte Lameron et accompagnera Louise dans la plupart de ses expéditions. Elles traversent la Belgique depuis Lille pour se rendre aux Pays-Bas tantôt à pied, à la nage dans les canaux ou avec des contrebandiers, cachant chaque fois des renseignements importants dans leurs propres vêtements. Ces informations doivent être apportées en moins de trois jours pour être utilisables. La ville de Froyennes en Belgique, qui est le passage le plus facile de Lille pour la Belgique, sera

funeste aux deux jeunes femmes : Léonie se fait arrêter à Bruxelles arrivant de Froyennes où elle a semble-t-il été être repérée et Louise sera arrêtée sur place, après une fouille en septembre 1915. Elles sont emprisonnées, jugées et condamnées au bagne de Siegburg en Allemagne : Léonie à 15 ans d'emprisonnement et Louise à perpétuité sans pouvoir se faire libérer malgré une grave maladie. Elle continue à maintenir le moral des prisonnières malgré ses gardiennes et gardiens de prison. Ses lettres à sa famille en 1917 montrent qu'elle a quelques informations sur le monde extérieur et sur les difficultés de son pays. Elle meurt seule en septembre 1918 dans un hôpital de Cologne après avoir appris que la fin de la guerre était proche.

Le tournant de 1917, « année-trouble »

18 Dès 1917, la situation change pour les civils comme pour les militaires dans tous les pays d'Europe. Les sacrifices imposés à la population, le nombre de morts et de blessés dans les familles commencent à peser lourdement sur les femmes auxquelles l'État demande toujours davantage pour aider les soldats et permettre la victoire. Elles doivent fabriquer plus d'obus et de bombes malgré les bas salaires et les maladies dues à des usines insécurisées, cultiver davantage de blé et de betteraves à sucre pour les soldats. Les grèves d'ouvrières commencent à Paris et en province le 1er mai 1917 et se poursuivent sporadiquement jusqu'au début juillet. Des salaires décents sont réclamés et les femmes commencent à oser parler de paix malgré la surveillance policière, la présence des intendants militaires dans les campagnes et la censure. Le gouvernement et le ministère de la Guerre se trouvent face à un début de démoralisation chez les civils et les soldats dont certains se mutinent. Pour calmer la tension, il faudra augmenter les salaires des ouvrières, ce que le gouvernement acceptera et mieux organiser le système des permissions ce que l'état-major avec le général Pétain mettra en place[10].

19 Sur le plan international, le rapport du 2e bureau de l'EMA rend compte d'une situation aussi grave dans les différents pays en guerre :

> « Tous les pays neutres renforcent leurs services d'espionnage. Tous les agents allemands ont établi leur QG à Bilbao et Barcelone pour empêcher le travail dans les usines d'armement à destination des Alliés et pour gêner les bateaux en partance. Les Allemands tentent d'obtenir pour leur armement, l'estampille espagnole qui permet de naviguer avec du matériel de pays neutre »[11].

20 Si aucune négociation officielle n'est envisagée, des pourparlers s'engagent pourtant sous le manteau. Inquiet de l'arrivée des nouveaux alliés américains qui risque de prolonger la guerre, le pape Benoit XV fait paraître une *Note sur la paix* le 16 août, qui provoque des remous dans certains pays alliés comme en France. Pour lui l'avenir de la Belgique est prioritaire. Un congrès colonial se tient à Naples pour partager les colonies d'Afrique du Nord entre la France et l'Italie et les services secrets découvrent que la Turquie a l'intention d'envoyer en Afrique du Nord des agents porteurs de brochures de propagande en leur faveur. La paix fait des adeptes auprès des socialistes réunis à Stockholm le 18 mai, pendant qu'éclate le paroxysme de la crise des mutineries en France, ainsi que la révolution en Russie. Devant ces mouvements, le *Reichstag* vote une résolution de paix en juillet, mais s'inquiète du sort futur de la Belgique qu'il souhaiterait comme prise de guerre. Le 24 septembre, le socialiste Ezberger écrit : « *La Belgique est l'enfant chéri du monde, non seulement de l'Entente mais de tous les États neutres. Il nous faut compter avec ce*

sentiment universel »[12]. Dès octobre, pour réagir contre cette situation, les Allemands favorisent l'opposition Flamands - Wallons et s'attaquent au cardinal Mercier.

La Belgique veut retrouver sa place après la guerre

21 De plus en plus conscients de l'enjeu de leur pays, le roi et la reine des Belges s'inquiètent de ces mouvements nationaux et internationaux qui risquent de leur coûter cher au moment des traités de paix. Ils y pensent depuis longtemps et n'ont jamais accepté le sort de leur pays envahi. Depuis 1915, Élisabeth a toujours été désireuse d'engager aux côtés du roi Albert des pourparlers avec leurs Alliés anglais. En 1916, le gouvernement allemand a réclamé l'annexion de Liège avec une bande de territoire, mais le Royaume-Uni ne peut accepter la mise sous tutelle de la Belgique. Pas plus que les Belges, ils ne veulent « *qu'une paix qui assurerait à leur pays des réparations légitimes, des garanties et des sécurités pour l'avenir* »[13].

22 Avant de se lancer dans ces tentatives de paix, la reine Élisabeth s'implique dans l'aide aux soldats blessés et à la population. Elle écrit : « À Ostende, plus de dix-mille blessés et pas de lits. Tout manque ... Les médecins amputent beaucoup ». L'ancien hôtel Océan sert d'hôpital. Il deviendra une sorte de pilote de la médecine de guerre. Marie Curie y pratiquera des radiographies. Par ailleurs, la Reine tient cour ouverte à La Panne où elle reçoit des officiers comme Foch, Joffre, des hommes politiques, le président Poincaré, le roi d'Angleterre, ses propres cousins Xavier et Sixte de Bourbon-Parme, ce qui lui permet de préparer des rencontres pour parler de conditions de paix. À noël 1916, Sixte de Bourbon-Parme est reçu par la reine des Belges qui le pousse à se rendre d'urgence auprès de sa mère, sachant qu'un projet de paix est envisagé par l'Autriche :

> « Le 5 et 14 décembre, ma mère (la duchesse de Parme) m'écrivit pour manifester avec insistance son désir de me revoir. De plus, elle écrivit à la reine des Belges, une lettre reçue le 20 décembre pour prier le roi et la reine de nous presser moi et mon frère Xavier d'aller la revoir. La reine reçut la lettre par la Grande Duchesse Adélaïde de Luxembourg. Nous sommes passés par la Suisse (...) »[14].

23 Charles I[er] n'hésite pas le 1[er] mai 1917 à affirmer « *que l'Autriche souhaite la paix non par faiblesse mais par humanité* » et il entame des pourparlers grâce à son beau-frère, Sixte de Bourbon-Parme, en particulier avec la France. Une lettre lui est confiée, ainsi qu'une note du ministre Czernin à remettre au président Poincaré. Clemenceau, devenu président du Conseil à la place de Painlevé n'approuve pas les démarches de Sixte de Bourbon-Parme. En avril 1918, il publie dans les journaux la lettre de l'Empereur remise sous le sceau du secret : une paix séparée ne peut être envisagée ! Aux yeux de la reine des Belges, c'est inacceptable : « *Divulgation de la lettre de l'empereur d'Autriche à Sixte par Clemenceau dans les journaux ! Quel destructeur ce Clemenceau ! L'acte de Clemenceau est un coup de poignard dans le dos !* »[15].

Des femmes en mission en 1917

24 À côté des négociations au plus haut niveau des chefs d'État, des femmes au service de la reine des Belges jouent, sur son ordre, un rôle discret pour amener négociateurs français et allemands à se rencontrer : la duchesse de Parme, mère de l'impératrice d'Autriche Zita elle-même très active ; Pauline Werner de Mérode, française d'origine et veuve d'un sénateur belge ; la comtesse Greffullhe, princesse de Caraman-Chimay. L'accord du

président du Conseil Painlevé semble clair, puisqu'il tente lui-même de prendre langue avec Vienne et Berlin par son amie Sophie Szeps, belle-sœur de Clemenceau. Briand récemment encore président du Conseil reçu dans tous le salons parisiens et connaissant toutes ces dames de l'aristocratie, accepte de les rencontrer au nom d'Élisabeth de Belgique. En 1916, la comtesse Pauline de Mérode avait alors déjà été chargée par la Reine de sonder les belligérants sur les chances de paix, avec l'aide du cardinal Mercier.

25 Bien entourée et écoutée par ces femmes qui souhaitent la paix comme elle, la reine des Belges se rend à Paris où la sœur de sa première dame d'honneur, la vicomtesse Élisabeth Greffulhe, mariée à un très riche vicomte, tient un salon réputé et tout dévoué à la cause belge. Elle a créé un hôpital pour les soldats convalescents dans son propre château de Seine-et-Marne et fondé une association d'aide à la Belgique organisant des concerts à Paris. Elle accepte de faire se rencontrer dans son salon la reine Élisabeth et Aristide Briand que l'on appelle déjà « l'homme de la paix ». À l'automne 1917, la comtesse écrit sur son journal : « *Il faudrait s'efforcer de terminer la guerre avant l'hiver, mais est-ce possible et qui en a le pouvoir ? Nous sommes engagés dans une partie sans savoir où on nous conduit* »[16].

26 À la suite de cette entrevue, la comtesse de Mérode est envoyée, par la reine auprès d'Aristide Briand pour lui proposer de rencontrer l'Allemand von Lancken en Suisse. Le projet de ces rencontres semblera tout d'abord bien engagé. Mais les lettres des deux femmes qui ont accepté de préparer l'entrevue en Suisse (Pauline de Mérode, soutenue par le ministre belge de Broqueville et par Evence Coppée, et la duchesse d'Uzès) montrent comment Briand après avoir accepté cette rencontre, en Suisse le 12 juin 1917, renoncera finalement à ce voyage. Inquiet à l'idée de se voir taxé de pacifisme, Briand se décide à parler de ce rendez-vous au président Poincaré qui, le 19 juin, le met en garde contre toute imprudence. Les contacts, lettres et promesses durent jusqu'au 22 septembre 1917 pour aboutir à une annulation de la rencontre, à la surprise et à la grande déception de Pauline de Mérode, très engagée dans ce projet. Si dans ces lettres, elle ne fait que des allusions à son rôle par crainte de la censure, la duchesse d'Uzès précise par contre les points que Briand devait pouvoir aborder. En apprenant que les propositions de paix ne seront finalement pas transmises directement en Suisse, elle s'empressera de diminuer son rôle.

Combattantes de la guerre et de la paix, quelle reconnaissance ?

27 Remerciée et félicitée par le major Kirke et le roi d'Angleterre, la mère de Louise recevra des décorations britanniques à titre posthume accompagnées d'une lettre du roi : « Sa Majesté a lu avec admiration le rapport de ses actes de courageuse abnégation pendant que les Allemands occupaient la région de Lille et de Tournai. Sa Majesté le roi a demandé au maréchal Sir Douglas Haig de vous présenter l'insigne de l'ordre de l'Empire britannique »[17].

28 L'attribution de la Croix de Guerre par la France en 1916 sera honorée à titre posthume, puisque Louise est prisonnière des Allemands jusqu'en septembre 1918. La légion d'honneur sera quant à elle remise à sa mère par le général Lacapelle en 1920, lors des funérailles nationales de Louise à Lille. Le brevet signé par le général Dubail qui accompagne la décoration est ainsi rédigé :

> « C'est intentionnellement que ce brevet ne fait mention que des noms et prénoms de mademoiselle de Bettignies qui a volontairement rendu des services importants à la Défense nationale sans être en possession d'aucun titre officiel »[18].

29 Le fait d'avoir travaillé avec le *Foreign Office* empêche sans doute l'inscription de Louise au *Journal officiel* malgré les funérailles nationales qui lui sont rendues à Lille et malgré l'édification d'une statue en 1927 ! Le souvenir de cet agent secret héroïque s'efface dans les mémoires des Français entre les deux guerres, sans doute à cause de son parcours atypique : Française et agent secret au service des Britanniques, emprisonnée à vie après avoir été condamnée à la peine de mort, elle est le contraire des héroïnes nationales fusillées comme Édith Cavell ou Gabrielle Petit, qui ont non seulement leur statue mais dont la vie est connue des jeunes écoliers.

30 Face aux troubles qui agitent la France en 1917, les négociateurs et négociatrices de paix se trouvent dans une situation difficile, tout comme les espionnes : certaines comme Mata-Hari sont fusillées, d'autres sont emprisonnées et jugées comme l'institutrice Hélène Brion. D'autres encore sont poursuivies en justice comme Caillaux et Malvy. Politiques, militaires, journalistes attaquent violemment ce pacifisme considéré comme du défaitisme, alors que la paix blanche est refusée pour une paix victorieuse. La presse, à partir de 1917 puis après-guerre, et en particulier *l'Action française* de Léon Daudet, mêle dans un même opprobre, ceux qui ont souhaité la paix et celles qui ont seulement tenter de mesurer les chances de la paix, comme la comtesse Greffulhe[19]. L'impératrice Zita se voit traitée de *Zita l'italienne* ou de *Zita la Française*, et elle paiera avec son mari l'empereur Charles I^er^ les conséquences des tentatives de paix par un exil loin de leur pays entré en révolution. Ces nouveaux rôles assumés par des femmes, agents secrets ou messagères de paix, très en avance sur leur temps, marquent un changement apparemment sans grands lendemains.

31 Pourtant, Louis Marin, ministre des Pensions, conclut son discours devant la statue de Louise de Bettignies en 1927, en rappelant les ressemblances existant entre toutes ces femmes résistantes ou agents secrets, qu'il s'agisse de sainte Geneviève et de Jeanne d'Arc, qui se sont dévouées à leur patrie au péril de leur vie. Et il ajoute : « *Les femmes qui savent mourir pour leur pays sont dignes de participer au gouvernement !* ». Ce vœu restera longtemps pieux !

32 Grâce à l'action des résistantes, l'après Seconde Guerre mondiale verra enfin le droit de vote accordé aux Françaises. Mais les grandes organisations mondiales pour la paix comme la SDN ne leur seront guère ouvertes, puisqu'il faudra attendre pour cela, que le Conseil de sécurité de l'ONU vote la Résolution n° 1325 *Femmes, Paix et Sécurité,* reconnaissant que « les femmes construisent la paix »[20].

BIBLIOGRAPHIE

Archives du SHDN ; Archives nationales ; Archives Générales du Royaume à Bruxelles.

ANTIER Chantal, *Louise de Bettignies, espionne et héroïne de la Grande Guerre*, éditions Tallandier 2013.

ANTIER Chantal, *Les Femmes dans la Grande Guerre*, éditions Soteca, 2011.

DUMONT Georges-Henri, *Élisabeth de Belgique ou les défis d'une reine*, Fayard 1986.

NOTES

1. DUMONS Bruno, Les Dames catholiques de la Ligue française, éditions du Cerf, 2006.
2. ANTIER Chantal, Louise de Bettignies, espionne et héroïne de la Grande Guerre, éditions Tallandier 2013.
3. « C'est une masse de plus en plus dense surtout de femmes, d'enfants, de jeunes filles, de religieuses, de prêtres, de vieillards se repliant dans le désarroi d'une fuite précipitée (...) après des nuits à la belle étoile et sous la pluie d'octobre », extrait de FOCH Ferdinand (maréchal) Mémoires tome 1, Plon 1931.
4. Papiers de Broqueville Archives générales du royaume de Belgique, Correspondance clandestine belge, 1914-1918.
5. d'ARGOEUVES Hélène, Louise de Bettignies, la Colombe, 1956.
6. Van YPERSELE Laurence, DEBRUYNE Emmanuel, De la Guerre de l'Ombre aux Ombres de la guerre, éditions Labor, 2004.
7. KIRKE major, War Diaries, Imperial Museum, Londres.
8. Rapport Tandel, Commission des archives patriotiques de Bruxelles, établi en territoire occupé sur le front ouest, 1918.
9. La Voix du Nord, 12-13 juillet 1981.
10. ANTIER Chantal, les Femmes dans la grande Guerre, Editions Soteca, 2011.
11. SHD/GR 7N 678.
12. SHD/GR 7N749.
13. PEDRONCINI Guy, Les Négociations secrètes pendant la Grande Guerre, Flammarion, 1969.
14. De BOURBON-PARME Sixte, L'offre de paix séparée de l'Autriche (5 décembre 1915 6-11 octobre 1917) Editions Plon.
15. FOULON Martine cf supra.
16. Archives nationales, Fonds privé,101/AP II Correspondance.
17. Lettre du roi d'Angleterre du 18 décembre 1918. Imperial War Museum conservée dans les archives familiales.
18. Leonor /44/44/LH/227/34 ; Brevet de la légion d'honneur signé le 6 août 1919 par le grand chancelier de la légion d'honneur adressé à Monsieur le général de division, commandant le 1er corps d'armée.
19. L'Action française, 25 novembre 1917, et plus tard en 1925.
20. DALAK Eva, « Le rôle des femmes dans la résolution des conflits au sein des organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales », in colloque dirigé par DELAUNAY Jean-Marc et DENECHERE Yves, Femmes et relations internationales au xxe siècle, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2006.

RÉSUMÉS

Depuis les cantinières ou infirmières de la guerre de 1870, les femmes ont évolué et en 1914 elles cherchent à participer non pas aux combats, ce qui leur est refusé mais à des actions qui leur sont demandées. Des résistances nombreuses naissent en Belgique et dans les régions envahies du nord et de l'est de la France contre l'occupation allemande, particulièrement cruelle envers les femmes. Plusieurs d'entre elles vont passer de la résistance à l'espionnage, sur la demande des services secrets britanniques, français et belges, car moins contrôlées que les hommes. Chargées soit de diriger des réseaux soit de surveiller directement tout mouvement de troupes aux abords des voies ferrées et des voies navigables, ces femmes comme Louise de Bettignies acceptent ce rôle périlleux qui leur vaut la mort ou la prison à vie. Aussi menacées sont celles qui sont chargées par la reine de Belgique de préparer des entrevues de paix entre Alliés et Allemands.

Since the canteen women or nurses of the war of 1870, women have evolved, and in 1914 they sought not to participate in combat, which was denied to them, but to perform the tasks required of them. Numerous resistors appeared in Belgium and in the invaded parts of the north and east of France against the German occupation, which was particularly cruel to women. Many of them moved from resistance to espionage, at the request of British, French, and Belgian intelligence, since they were less controlled than the men. Charged with directing a network or directly monitoring any movement of troops in the vicinity of railways and waterways, these women such as Louise de Bettignies accepted a perilous role that could result in their death or life imprisonment. Also threatened are those charged by the Queen of Belgium to prepare peace talks between the Allies and the Germans.

INDEX

Mots-clés : Belgique, combattante, espionne, Louise de Bettignies, Reine Élisabeth, Résistance

AUTEURS

CHANTAL ANTIER

Docteur en histoire, elle travaille sur l'évolution de la société et des femmes dans la Grande Guerre ; membre du Conseil scientifique de l'IHCC, elle est l'auteur de plusieurs articles dans des revues spécialisées et vient de publier *Louise de Bettignies espionne et héroïne de la Grande Guerre.*